



ROYAUME DU MAROC
INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE HALIEUTIQUE

**Adresse du Siège et laboratoires centraux de l'INRH : Boulevard Sidi Abderrahmane 2, Ain
Diab, 20 180- Casablanca**

TEL : 0522 94 07 01 / FAX : 0522 39 73 88

<p>TRAVAUX DE CARENAGE ET D'ENTRETIEN DE LA VEDETTE ESPERANCE DE LA MER APPARTENANT A L'INRH</p>

**APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRE DE PRIX N°02/2023
CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES (CPS)**

SEANCE PUBLIQUE

Passé par appel d'offres ouvert sur offre de prix en séance publique, en application des dispositions du règlement relatif aux conditions et formes de passation des marchés de l'Institut National de Recherche Halieutiques du 19 mars 2015 et amendé en date du 03 mai 2016 (l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16 et l'article 17).

**INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE HALIEUTIQUE
INRH**

Appel d'offres N°02/2023

Le présent appel d'offres a pour objet : **la réalisation des travaux de carénage et d'entretien de la Vedette Esperance de la Mer appartenant à l'INRH**, Passé par appel d'offres ouvert sur offre de prix en séance publique, en application des dispositions du règlement relatif aux conditions et formes de passation des marchés de l'Institut National de Recherche Halieutiques du 19 mars 2015 et amendé en date du 03 mai 2016 **(l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16 et l'article 17)**.

ENTRE

L'Institut National de Recherche Halieutique INRH représenté par son Directeur ou son Délégué, vertu des pouvoirs qui lui sont conférés et désigné ci-après par « l'INRH » ou « le Maître d'Ouvrage ».

D'une part,

ET

La société :
Type :
Représentée par :
Adresse du domicile élu :
Inscrite au registre du commerce de sous le n°
N° d'affiliation à la C.N.S.S. :
N° de la patente :
N° du compte bancaire RIB :
Auprès de la Banque :
Désigné ci-après par « l'entrepreneur » ou « le chantier ».

D'autre part

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres ouvert a pour objet : Travaux de carénage et d'entretien, de la Vedette Esperance de la Mer appartenant à l'INRH.

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES TRAVAUX

Les travaux à exécuter au titre du présent appel d'offres concernent les travaux de carénage et d'entretien de la Vedette Esperance de la Mer afin de pouvoir l'exploiter à des fins de recherches scientifiques en mer.

Il prévoit également la fourniture et installation du moteur de propulsion et de ses accessoires.

Ils consistent, pour l'ensemble des équipements ou structures du navire détaillé au bordereau des prix, en ce qui suit :

- Fourniture et installation
- Le démontage, visite et vérification,
- Prise de jeux et mesures nécessaires,
- L'entretien et remplacement de pièces ou parties défectueuses,
- Remontage et essais qui s'imposent,
- Nettoyage et peinture,

En se conformant dans leur exécution aux règles de l'art et aux recommandations émanant de l'équipe technique chargée du suivi des travaux du marché.

Les principales caractéristiques du navire sont :

Nom du navire	ESPERANCE DE LA MER
Type du navire	Vedette
Port et numéro d'immatriculation	M'diq N° 109
Armateur	Institut National de Recherche Halieutique
Chantier et lieu de construction	YOKOHAMA au JAPON
SHIP NUMBER	ZG35A3 - 5011
Date de construction	1992/1993
L.E.P	10.72 m
Largeur au centre	02.59 m
Ceux au pont principal	01.03 m
Jauge brute	6.52 Tx
Construction coque	Polyester
Moteur Diesel de propulsion	YANMAR Type : 4LM – DTZAY. Puissance 107.CV
Embase	Out Drive Unit : SZ161
Puissance électrique	DC 24V – 1500W

ARTICLE 3 : MODES DE PASSATION DU MARCHE

Le marché qui sera passé suite au présent Appel d'offres ouvert sur offres de prix, est passé en application des dispositions du règlement relatif aux conditions et formes de passation des marchés de l'Institut National de Recherche Halieutiques du 19 mars 2015 et amendé en date du 03 mai 2016 (l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16 et l'article 17).

ARTICLE 4 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage du marché qui sera conclu suite au présent Appel d'offres est l'Institut National de Recherche Halieutique sis au Boulevard Sidi Abderrahmane 2, Ain Diab, 20 180-Casablanca – Maroc.

ARTICLE 5 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

Ils sont composés de ce qui suit :

- L'acte d'engagement du titulaire,
- Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales (CPS) ;
- Le Bordereau des Prix et Détails Estimatifs ;
- Les documents techniques du navire ;

Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux exécutés pour le compte de l'état (CCAG-T) approuvé par le décret : 2-14-394 du 6 chaabane 1437(13 mai 2016).

ARTICLE 6 : REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE

Les soumissionnaires sont soumis aux textes législatifs et réglementaires en vigueur au Maroc.

Les soumissionnaires sont soumis aux textes législatifs et réglementaires en vigueur au Maroc.

- La loi n° 69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes telle qu'elle a été promulguée par le dahir n° 1-03-195 du 16 ramadan 1424 (11 novembre 2003).
- Le Règlement relatif aux conditions et aux formes de passation des Marchés de l'Institut National de Recherche Halieutiques du 19mars 2015.
- Le décret n° 2-14-394 du 6 chaabane 1437(13 mai 2016) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux exécutés pour le compte de l'Etat .
- Le Dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 Février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics.
- La décision du Ministre des Finances et de la privatisation fixant les seuils de visa des contrôles d'Etat de l'INRH .
- Les Dahirs des 21 Mars 1943, 27 Décembre 1943 et 27 Décembre 1944 en matière de législation sur les accidents de travail.
- Dahir n° 1-03-194 du 14 rejeb 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n° 65-99 relative au Code du travail
- Le décret royal n°330-66 du 10 Moharrem 1387 (21 Avril 1967) portant règlement général de la comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété ;
- Dahir 1/85-347 du Rabia II 1406 (20 Décembre 1985) portant promulgation de la loi n° 30-85 relative à la TVA.

Tous les textes réglementaires rendus applicables à la date de signature du présent marché. L'énumération des textes ci- dessus référencés est indicative et non limitative. Elle n'exclut pas les documents, textes, règlements et normes applicables au genre de prestation, objet du présent cahier des charges. Le titulaire du marché ne pourra en aucun cas invoquer à son profit l'ignorance des dispositions de ces textes ou tout autre texte régissant le présent marché.

ARTICLE 7 : VALIDITE DU MARCHE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

7.1. Validité du marché :

Le marché ne sera valable et définitif qu'après son approbation par le Directeur de l'INRH ou son délégataire et son visa par le Contrôleur d'Etat de l'INRH, lorsque ce visa est requis conformément au règlement relatif aux conditions et aux formes de passation des marchés de l'INRH et à la décision du Ministre des Finances fixant les seuils de visa des contrôles d'Etat de l'INRH.

7.2. Notification de l'approbation :

L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement d'exécution des prestations objet du marché. Elle doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante-quinze (75) jours à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis, Conformément aux articles 135 et 136 du règlement des marchés de l'INRH.

ARTICLE 8 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES

Conformément aux dispositions de l'article 25 du CCAG-Travaux tel qu'il a été modifié et complété, le titulaire et des sous-traitants, doivent avoir souscrit, avant tout commencement de l'exécution des prestations, les contrats d'assurance prévus par la réglementation en vigueur, et couvrant les risques liés à l'exécution du marché, notamment ceux se rapportant aux accidents du travail et à la responsabilité civile.

ARTICLE 9 : ELECTION DU DOMICILE DU PRESTATAIRE

Toute décision de l'INRH est notifiée au fournisseur à l'adresse indiquée dans son engagement. Conformément à l'article 20 du CCAG-T le fournisseur est tenu d'élire domicile au Maroc à l'adresse qu'il doit indiquer dans l'acte d'engagement ou faire connaître au maître d'ouvrage dans le délai de quinze (15) jours à partir de la date de notification, qui lui est faite, de l'approbation de son marché.

Faute par lui d'avoir satisfait à cette obligation, toutes notifications qui se rapportent au marché sont valables lorsqu'elles ont été faites au siège de l'entreprise dont l'adresse est indiquée dans le marché. En cas de changement de domicile, le fournisseur est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze jours suivant la date d'intervention de ce changement.

A défaut par le fournisseur de satisfaire aux prescriptions de l'article 17 du CCAG-T en ne faisant pas domicile, toutes les notifications qui se rapportent à ce marché sont valables lorsqu'elles ont été faites au siège du titulaire dont l'adresse est indiquée dans le marché.

ARTICLE 10 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions du dahir n° 1.15.05 du 29 Rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics, étant précisé que :

- ✓La liquidation des sommes dues par l'INRH en exécution du présent marché sera opérée par les soins de Monsieur le Directeur de l'INRH ou toute personne ayant reçu la délégation de la signature.
- ✓La personne chargée de fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire du nantissement ou subrogations, les renseignements et états prévus à l'article 8 du dahir n° 05.15.1 du 29 Rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 13-112 relative au nantissement des marchés publics est, est le Directeur de l'INRH ou toute personne ayant reçu la délégation de la signature.
- ✓Les paiements prévus au présent marché seront effectués par le Trésorier Payeur de l'Institut National de Recherche Halieutique, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du marché en cas de nantissement.
- ✓Le Maître d'Ouvrage délivre sans frais, à l'entrepreneur, sur sa demande et contre récépissé, un exemplaire spécial du marché portant la mention « exemplaire unique » est destiné à former titre conformément aux dispositions du dahir n° 05.15.1 du 29 Rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 13-112 relative au nantissement des marchés publics Les frais de timbre de l'original du marché et de "l'exemplaire unique" remis à l'entrepreneur sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 11 : SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut confier l'exécution d'une partie de son marché à un tiers.

Si le titulaire envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit notifier la nature des prestations et l'identité, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse des sous-traitants et une copie conforme du contrat de la sous-traitance.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents conformément aux dispositions des articles 24 et 141 du règlement des marches de l'INRH.

ARTICLE 12 : CARACTERE ET NATURE DES PRIX

Le présent marché est à est à prix unitaires. Ces prix sont fermes et non révisables.

Les prix du marché unitaires sont ceux prévus au bordereau des prix détail estimatif annexé au présent cahier des prescriptions spéciales.

Ils rémunèrent les prestations les concernant par application de ces prix unitaires aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

Les prix mentionnés dans les bordereaux des prix tiennent compte de l'ensemble des produits, auxquels ils s'appliquent non seulement tels que ceux-ci sont décrits dans le présent document, mais aussi tels qu'ils doivent être exécutés pour la réalisation des travaux et ce, conformément aux règles de travail sur les bateaux et la réglementation en vigueur.

Les prix doivent inclure :

- Les fournitures prévues par le marché
- Les travaux d'accès, de déshabillage et habillage, pose et dépose de vaigrages de l'organe ou structure concerné, ainsi que les échafaudages éventuels.
- Les démontages/remontages, et les essais de bon fonctionnement à flot et en mer ;
- Les diverses manutentions et transports aux ateliers ;
- Les postes de soudure, compresseurs, fourniture d'énergie pour la mise en œuvre des outillages, oxygène, acétylène, le dégazage et la ventilation ;
- La petite visserie, les joints confectionnés et le câblage électrique ;
- Le nettoyage des postes de travail qui devront être laissés dans un état propre et parfait.
- Le matériel incendie et les équipes surveillant les travaux à chaud.
- Les peintures.

Les prix comprennent aussi les frais d'assurance ainsi que tous droits, impôts, taxes en vigueur, frais généraux, faux frais et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

ARTICLE 13 : CAUTIONNEMENTS ET GARANTIE

- Cautionnements :

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à : vingt-cinq mille dirhams (25 000,00 dhs).

Le montant du cautionnement définitif est fixé à Trois pour cent (3%) du montant initial du marché.

Le cautionnement définitif doit être constitué dans les vingt (20) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché. Il est affecté à la garantie des engagements contractuel du titulaire du marché jusqu'à la réception définitive des travaux d'entretien et de carénage objet du présent marché.

Le maître d'ouvrage restituera le cautionnement définitif ou libérera la caution qui le remplace à la suite d'une main levée, délivrée par l'INRH, dans les trois (3) mois suivant la date de réception définitive du marché, si le titulaire a rempli à la date de la réception définitive toutes ses obligations vis à vis du maître d'ouvrage.

- Retenue de garantie :

La retenue de garantie est fixée à 7 % du montant initial du marché. Cette retenue pourra être remplacée à la demande du titulaire par une caution bancaire. Si elle n'est transformée en caution bancaire, l'INRH procédera à sa déduction d'office sur la facture finale.

La retenue de garantie est restituée ou la caution qui la remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par l'INRH dans un délai maximum de trois mois suivant la date de la réception définitive des travaux et ce, si le titulaire du marché a rempli à la date de la réception définitive, toutes ses obligations vis-à-vis de l'administration.

ARTICLE 14 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT, IMPOTS, DROITS ET TAXES

Les frais de timbre et d'enregistrement de l'original du marché ainsi que tous les documents établis à l'occasion de ce marché sont à la charge du titulaire.

Les impôts, droits et taxes, de toute nature, auxquels donne lieu ce marché sont à la charge du titulaire.

ARTICLE 15 : MODALITES DE PAIEMENT

L'INRH se libérera des sommes dues au titre du marché contracté suite au présent appel d'offre par virement au compte ouvert au nom du titulaire mentionné dans son acte d'engagement sur production d'une facture en Cinq (5) exemplaires signées et cachetées, après réception provisoire des travaux du marché.

ARTICLE 16 : PENALITES POUR RETARD

A défaut pour le titulaire du marché d'avoir terminé les travaux dans les délais prescrits, il sera appliqué au prestataire une pénalité par jour calendaire de retard égale à une fraction d'un millième (1/1000) du montant initial du marché, éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus, par jour de retard.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au prestataire.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le prestataire de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à huit pour cent (08%) du montant du marché modifié ou complété éventuellement par des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'INRH est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives prévues par l'article 70 du CCAG-Travaux.

ARTICLE 17 : SECRET PROFESSIONNEL

Le Titulaire et son personnel sont tenus au secret professionnel pendant toute la durée du marché et après son achèvement sur les renseignements et documents recueillis ou portés à leur connaissance à l'occasion de l'exécution du marché.

Sans autorisation préalable de l'INRH, ils ne peuvent communiquer à des tiers la teneur de ces renseignements et documents. De plus ils ne peuvent faire un usage préjudiciable à l'INRH des renseignements qui leur sont fournis pour accomplir leur mission.

ARTICLE 18 : PERSONNE CHARGÉE DU SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE

Le nom et la qualité de la personne désignée par le maître d'ouvrage, pour le suivi de l'exécution du marché, sera notifié au titulaire du marché avant le commencement des travaux.

Les tâches confiées à cette personne et les actes qu'elle est habilitée à prendre :

- Participe aux réunions de chantier
- Supervise les travaux
- Supervise les essais de réceptions.

Le titulaire sera représenté par toute personne habilitée à signer en son nom.

ARTICLE 19 : LIEU ET DELAI D'EXECUTION

- Lieu d'exécution :

La livraison et l'exécution des prestations prévues du présent appel d'offres, auront lieu sur la vedette au port de M'diq ou Casablanca ou Agadir, selon le choix du concurrent, qu'il doit fixer dans son offre. Les frais de transports et d'assurance, du transfert (aller-retour) de la vedette de son port d'attache à M'diq vers le port fixé par le concurrent, seront à la charge de ce dernier.

- Délais d'exécution :

Le délai d'exécution des travaux objet de cet appel d'offres est de 120 jours.

Ce délai court, dès le lendemain de la notification de l'ordre de service prescrivant le commencement de l'exécution des travaux, selon la disponibilité du navire au port d'attache et ce, en tenant compte de ses missions en mer.

Ce délai s'applique à l'achèvement de tous les travaux incombant au titulaire y compris les travaux de nettoyage et essais.

ARTICLE 20 : OBLIGATION A LA CHARGE DU TITULAIRE

Le titulaire du marché effectuera les réparations avec le soin et la dextérité raisonnables conformément aux règles de sécurité, plans du constructeur et aux exigences de la société de classification.

ARTICLE 21 : ENLEVEMENT DES DECHETS ET PIECES DEMONTEES

L'enlèvement de pièces démontées et des biens appartenant à l'INRH gardés sous la responsabilité du titulaire du marché sur le chantier de réparation, aura lieu dans un délai de trente (30) jours, par les soins de l'INRH, à compter de la date de la réception provisoire.

ARTICLE 22 : DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est fixé à douze (12) mois à compter de la date de la réception provisoire de l'ensemble des travaux du marché.

ARTICLE 23 : RECEPTIONS PROVISoire ET DEFINITIVE

La réception provisoire des travaux sera prononcée à l'achèvement des travaux du marché, après essais satisfaisants, si le maître d'ouvrage le juge nécessaire, et vérification de conformité.

La réception définitive sera prononcée après expiration du délai de garantie, qui court dès la réception provisoire.

La réception provisoire et définitive seront assurées par une commission désignée par le maître d'ouvrage

Ces réceptions seront sanctionnées par l'établissement de procès-verbaux.

ARTICLE 24 : CAS DE FORCE MAJEURE

En cas d'événement de force majeure tel que défini par les articles 268 et 269 du dahir du 9 ramadan 1331 (12 août 1913) formant code des obligations et contrats, les dispositions de l'article 47 du CCACT seront appliquées.

ARTICLE 25 : VISITE DES LIEUX

La visite des lieux est fortement recommandée.

Les soumissionnaires sont invités à assister à une visite guidée des lieux, à bord du navire, accosté au port de M'diq.

Cette visite a pour objectif de fournir des éclaircissements, d'effectuer une reconnaissance des travaux à exécuter et de répondre à toute question qui pourrait être soulevée.

La date de cette visite des lieux est celle fixée dans l'avis du présent d'offres.

ARTICLE 26 : RESILIATION DU MARCHE

La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues le règlement des marchés de L'INRH et celles prévues par le CCAG-Travaux, notamment son article 69.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

ARTICLE 27: REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si, en cours d'exécution du marché, des différends et litiges surviennent avec le titulaire, les parties s'engagent à régler ceux-ci dans le cadre des stipulations des articles 71 et 72 du CCAG-Travaux.

En cas de nécessité de recours à l'expertise, tous les frais de l'expertise sont à la charge du titulaire si la prestation effectuée est déclarée non conforme aux prescriptions requises dans le cahier de prescription spéciale et à la charge de l'INRH dans le cas contraire.

Les litiges éventuels entre l'INRH et le titulaire sont soumis aux tribunaux compétents de Casablanca.

ARTICLE 28 : CONFLIT D'INTERET

Les membres des commissions d'appels d'offres, des jurys de concours et des commissions des procédures négociées ainsi que des sous-commissions ou toute personne appelée à participer aux travaux desdits commissions ou jurys, sont tenus de ne pas intervenir directement ou indirectement dans la procédure de passation des marchés publics, dès qu'ils ont un intérêt, soit personnellement, soit par personne interposée auprès des concurrents, sous peine de nullité des travaux des commissions ou jurys précités.

ARTICLE 29 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Les intervenants dans les procédures de passation des marchés publics doivent tenir une indépendance vis à vis des concurrents et n'accepter de leur part aucun avantage ni gratification et doivent s'abstenir d'entretenir avec eux toute relation de nature à compromettre leur objectivité, leur impartialité et leur indépendance.

Le prestataire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le prestataire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du marché et lors des étapes de son exécution.

BORDEREAU DES PRIX DETAILS ESTIMATIFS

PRIX N°	DESIGNATION	Unité de mesure	QTE	PU (HT)	PT (HT)
1	Coque en polyester : Travaux de mise à sec et mise à l'eau de la vedette, Nettoyage, fourniture et peinture de la coque (ouvres vives, œuvre mortes, pont et passerelle)	F	1		
	Partie moteur et gouvernail :				
2	Fourniture et installation d'un moteur thermique complet de propulsion, avec réducteur inverseur adéquat et compatible avec le moteur, de caractéristiques suivantes : Puissance : 160 CV Vitesse : 2300 RPM	Unité	1		
3	Mise en place du moteur, ajustage du châssis, adaptation de l'arbre porte hélice et alignement de l'ensemble, Branchement des circuits gas-oil, eau de refroidissement et échappement Branchement des parties électriques du moteur (démarreur, indicateurs et sécurités) Fourniture des courroies et alignement des équipements attelés au moteurs (pompes, système d'entraînement des cabestans, ...) Essai de la vedette à vide et en charge	F	1		
4	Fourniture et installation de deux accouplements entre moteur-arbre porte hélice et entre embase-arbre porte hélice	Unité	2		
5	Fourniture et installation d'une embase adéquate au moteur de propulsion	Unité	1		
6	Révision et remise en état de marche du système de commande des cabestans de la vedette	F	1		
7	Révision de l'alternateur de courant 24VDC avec fourniture des courroies d'entraînement	F	1		
8	Fourniture et installation d'une pompe centrifuge d'assèchement des cales entraînée par courroies	F	1		
9	Fourniture et installation d'une pompe électrique d'assèchement des cales avec tuyauterie	Unité	1		
10	Fourniture et installation de deux batteries de démarrage 2X12V -2X120AH avec commutateur coupe courant et câbles électrique adéquats	Unité	2		
11	Fourniture et changement du câblage électrique de commande barre-pompe hydraulique du système gouvernail	F	1		
12	Fourniture et changement des indicateurs du moteur (RPM, manomètres, thermomètres, compteurs d'heures, indicateur de niveau de caisse de gas-oil)	F	1		
13	Fourniture et installation d'un tableau général des alarmes dans la passerelle	F	1		
14	Fourniture et installation d'un coffret électrique équipé de de disjoncteurs et multi 9 C120N et C60N pour la commande des équipements	F	1		
	Partie Embase et système de giration				
15	Vidange, fourniture et remplacement de l'huile et filtre de la pompe hydraulique du système d'orientation	F	1		

16	Révision des deux vérins du système de giration de l'embase avec fourniture et changement des kits et mise en marche du système	F	1		
17	Révision du système d'articulation du support de l'embase et fourniture et changement des graisseurs	F	1		
18	Fourniture et remplacement des électrodes de zinc de l'embase	Unité	2		
	Passerelle, équipements de navigation et de communication :				
19	Fourniture et changement du câblage d'alimentation électrique des appareils de la passerelles et des feux de navigation	F	1		
20	Fourniture et installation des feux de navigation de la vedette avec leurs commandes dans la passerelle	Unité	4		
	Equipements de sécurité et de sauvetage				
21	Fourniture et installation d'un radeau de sauvetage collectif rigide pour 6 personnes conforme aux recommandations SOLAS	Unité	1		
22	Fourniture de Gilet de sauvetage auto gonflable, de bonne qualité, conforme aux normes SOLAS	Unité	6		
23	Fourniture d'une bouée de sauvetage couronne norme SOLAS de diamètre extérieur 740mm et de diamètre intérieur 430mm avec bandes réfléchissantes et ligne de jet de 20 ml	Unité	1		
24	Fourniture et installation dans la passerelle d'un extincteur à gas CO2 de 2kg	Unité	1		
25	Fourniture et installation dans la machine d'un extincteur à poudre ABC de 6kg	Unité	1		
TOTAL (DH/HT)					
TVA (20%)					
TOTAL (DH/TTC)					

APPEL D'OFFRE OUVERT SUR OFFRES DE PRIX N° 02/2023

Objet : la réalisation des travaux de carénage et d'entretien de la Vedette Esperance de la Mer appartenant à l'INRH

Passé par appel d'offres ouvert sur offre de prix en séance publique, en application des dispositions du règlement relatif aux conditions et formes de passation des marchés de l'Institut National de Recherche Halieutiques du 19 mars 2015, amendé en date du 03 mai 2016 (l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16 et l'article 17).

LE MAITRE D'OUVRAGE

A
P. LE DIRECTEUR DE L'INSTITUT
NATIONAL DE RECHERCHE HALIEUTIQUE
LE SECRETAIRE GENERAL
Mohammed AMRANI

A CASABLANCA, LE

27 MARS 2023

LU ET ACCEPTE PAR LE CONCURRENT

A....., LE :...../...../.....

APPROUVE PAR L'AUTORITE COMPETENTE

A CASABLANCA, LE

WISE PAR LE CONTROLEUR D'ETAT